

**Ils ont osé, 0 % d'augmentation
du Salaire National de Base**

L'ensemble des organisations syndicales quitte la séance

Au prétexte d'un climat économique instable et incertain sur le secteur de l'énergie avec un impact très disparate selon les entreprises de la branche des IEG, le collège des représentants employeurs a franchi une étape dans la démagogie, aujourd'hui, lors de la Commission Paritaire de Branche évoquant les mesures salariales.

ET L'ON NOUS PARLE DE DIALOGUE SOCIAL ?

Les Organisations Syndicales FO, CGT, CFE-CGC, CFDT et CFTC quittent la table des négociations en réaction à cette provocation indécente de ne pas augmenter le SNB en 2017.

Cette annonce est inacceptable.

Depuis 1946, jamais les employeurs n'ont ainsi assumé, autant froidement, ce manque de reconnaissance de la valeur de l'investissement et de l'adaptabilité des salariés. Le personnel est le mieux placé pour savoir combien ces sacrifices sont pourtant plus que significatifs.

Pour rappel, le SNB est la seule variante de la rémunération principale permettant de maintenir le pouvoir d'achat des salariés actifs de façon collective et de calculer le montant de retraite des futurs inactifs.

Ce choix des dirigeants des entreprises de la Branche est en totale contradiction avec les besoins de relance économique. Même s'il se cache derrière la politique d'austérité menée en France et en Europe, il en est une nouvelle expression.



**Ils ont osé, 0 % d'augmentation
du Salaire National de Base**

L'ensemble des organisations syndicales quitte la séance

Ce positionnement est diamétralement opposé à ce que les salariés seraient en droit d'attendre en retour des mesures des pouvoirs publics, plus que généreuses, permettant des allègements en terme de cotisations patronales et de fiscalité. Cette injustice flagrante rend d'autant plus inacceptables ces cadeaux octroyés.

Cette orientation traduit-elle une volonté de remettre en cause le bienfondé de l'existence notre grille de rémunération ?

Pourquoi l'actif humain serait le seul impacté lourdement par les investissements hasardeux des politiques de développement internationales menées par nos dirigeants ?

Si nos employeurs considèrent que ce rendez-vous n'est qu'un simple exercice annuel et formel, ils se trompent lourdement.

Pour FO Énergie et Mines, il s'agit de prendre les mesures justifiées, sur la base d'éléments factuels économiquement justifiés pour rémunérer justement les efforts des salariés.

Les représentants des employeurs doivent revoir leur copie rapidement et revenir devant les Organisations Syndicales avec des propositions en adéquation avec les réalités vécues par ceux qui font vivre les entreprises : les salariés.